

Doing Business

Présentation générale

Cette année, l'Europe de l'Est et l'ex Union soviétique ont dépassé l'Extrême-Orient en termes de facilité de faire des affaires (figure 1.1). Plusieurs pays de la région sont même allés plus loin, surpassant plusieurs économies d'Europe de l'Ouest. L'Estonie, le pays le plus accueillant pour les affaires de l'ancien bloc socialiste, se classe dix-septième en termes de facilité de faire des affaires. La Géorgie et la Lettonie sont classées également parmi les 25 premiers.

Le résultat est une explosion du nombre de nouvelles entreprises. La Géorgie compte désormais 15 sociétés immatriculées pour 100 personnes (de même que la Malaisie). La République tchèque et la Slovaquie en comptent 13 (comme Singapour). L'Estonie et la Pologne en comptent 12 (comme Hong Kong, Chine). Certaines de ces nouvelles entreprises sont devenues leaders mon-

diaux dans leur secteur, comme c'est le cas par exemple de la société de logiciels Skype, née en Estonie, et le fabricant automobile tchèque Skoda.

Comme les années précédentes, les pays d'Europe de l'Est dominent la liste des plus grands réformateurs en 2006/07, avec la Croatie, la Macédoine, la Géorgie et la Bulgarie ayant réformé le plus. La Croatie fait partie des premiers réformateurs pour la deuxième année consécutive, la Géorgie pour la troisième.

De nombreux autres pays réforment aussi. Deux cent réformes - dans 98 économies - ont été adoptées entre avril 2006 et juin 2007. Les réformateurs ont simplifié la réglementation des affaires, renforcé les droits de la propriété, allégé la charge fiscale, amélioré l'accès au crédit et réduit les coûts à l'export et à l'import.

FIGURE 1.1

Quelle est la région la plus accueillante pour les affaires en 2007?

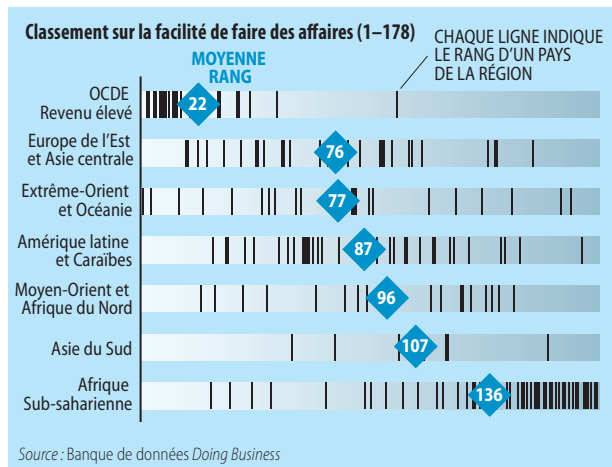


FIGURE 1.2

La plupart des réformes, en Europe de l'Est et en Asie centrale – encore une fois

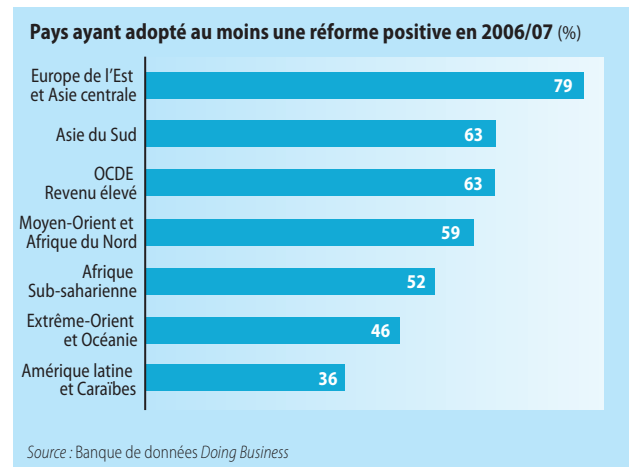


TABLEAU 1.1
Les 10 premiers pays réformateurs en 2006/07

Economie	Création d'entreprise	Octroi de licences	Embauche des travailleurs	Transfert de propriété	Obtention de prêts	Protection des investisseurs	Paiement des taxes et impôts	Commerce transfrontalier	Exécution des contrats	Fermeture d'entreprise
Egypte	✓	✓		✓	✓			✓		
Croatie	✓			✓	✓					✓
Ghana	✓			✓	✓			✓	✓	
Macédoine	✓	✓					✓			
Géorgie	✓	✓		✓	✓	✓				✓
Colombie						✓	✓	✓		
Arabie saoudite	✓				✓			✓		
Kenya	✓	✓		✓	✓					
Chine		✓			✓					✓
Bulgarie		✓					✓		✓	

Remarque: Les pays sont classés en fonction du nombre et de l'impact de leurs réformes. Doing Business commence par sélectionner les pays ayant effectué des réformes dans un minimum de trois des domaines couverts par le rapport. Ensuite, les pays sont classés en fonction de l'amélioration de leur rang pour « la facilité de faire des affaires » par rapport à l'année précédente. Plus cette amélioration est significative, et meilleur est le classement du pays réformateur concerné.

Source: Base de données Doing Business

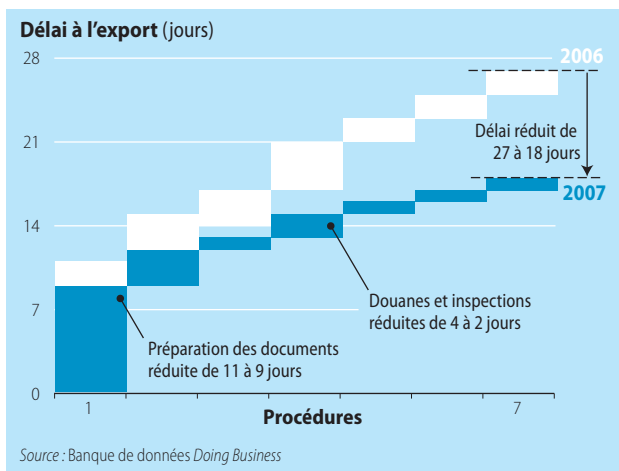
Parmi les régions, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale ont réformé le plus, suivies de l'Asie du Sud et des pays riches (figure 1.2). C'est l'Amérique latine qui a le moins réformé. La reprise en Asie du Sud a été menée par l'Inde, qui a progressé de 12 places en matière de facilité de faire des affaires. Le ralentissement en Amérique latine pourrait être le résultat d'une année électorale chargée: 13 pays ont vu de nouveaux gouvernements prêter serment. Une analyse antérieure laisse penser que la région pourrait vivre un boom des réformes l'année prochaine, étant donné que près de 85% des réformes sont conduites au cours des 15 premiers mois d'un nouveau gouvernement.¹

L'Egypte est le premier pays réformateur en 2006/07, progressant dans 5 des 10 domaines étudiés par Doing Business (tableau 1.1). En Egypte, les réformes ont été profondes. Elles ont facilité la création d'entreprise, en réduisant considérablement le capital minimum obli-

gatoire à verser de 50 000 à 1 000 livres égyptiennes, et en diminuant de moitié les temps et coûts de création d'entreprise. Les frais de transfert de propriété ont été réduits, passant de 3% de la valeur de la propriété à un droit fixe peu élevé. Avec plus de propriétés transférées et moins d'évasion, les revenus tirés des transferts de titres ont augmenté de 39% au cours des six mois suivant la réforme. De nouveaux guichets uniques ont été mis en place dans les ports pour les importateurs et exportateurs, réduisant ainsi le délai à l'import de 7 jours, et le délai à l'export de 5 jours. Le premier registre privé d'information sur le crédit a été créé. De plus, les constructeurs font désormais face à moins de bureaucratie pour obtenir des permis de construire.

La Croatie se classe deuxième, avec des réformes dans 4 des domaines étudiés par Doing Business. Il y a deux ans, un transfert de propriété nécessitait 956 jours en Croatie. Il en faut maintenant 174. La Croatie a également accéléré la création d'entreprise, en regroupant les procédures au sein d'un guichet unique et en permettant les inscriptions en ligne aux services de retraite et de santé. Le processus comprend désormais deux procédures de moins et le temps a été réduit de 5 jours. L'accès au crédit a été facilité : un nouveau registre privé sur le crédit a vu le jour, et un registre unifié conserve dans un même endroit toutes les sûretés sur les valeurs mobilières. Pendant les 2 premiers mois, 1,4 milliards d'euros de crédit ont été enregistrés. Pour finir, les amendements à la loi croate sur l'insolvabilité ont établi des exigences professionnelles pour les syndicats de faillite et écourté les délais.

FIGURE 1.3
Faciliter le commerce transfrontalier en Inde



Les grandes économies émergentes—des réformateurs rapides

La Chine, l’Égypte, l’Inde, l’Indonésie, la Turquie et le Vietnam se sont tous améliorés en matière de facilité de faire des affaires.

En Chine, une nouvelle loi sur la propriété a mis les droits de propriété privée au même niveau que les droits de propriété publique. La loi a aussi étendu l’éventail des biens pouvant être utilisés comme garanties, qui comprend désormais les stocks et les créances. La Chine a également adopté une nouvelle loi sur les faillites. La loi donne la priorité aux créanciers privilégiés sur le produit des biens affectés en garantie. La construction a été facilitée grâce au traitement électronique des permis de construire, réduisant les délais de deux semaines.

L’Inde a rivalisé avec ce rythme de réformes. Les importateurs peuvent désormais soumettre leurs déclarations de douane et s’acquitter des droits de douane en ligne, avant que la marchandise arrive dans le port. Il faut 18 jours pour s’acquitter de toutes les formalités administratives à l’export, contre 27 jours en 2006 (figure 1.3). Le registre sur le crédit s’est développé en incluant l’historique des dettes des entreprises aussi bien que des particuliers. Aussi, les réformateurs ont mis en place un registre électronique des biens accordés en garantie par les sociétés.

D’autres grands marchés émergents ont également procédé à d’importantes réformes. La Russie a mis en place un nouveau registre privé sur le crédit. L’Indonésie a renforcé la protection des investisseurs et accru l’information sur le crédit en supprimant le seuil minimum pour inclure les prêts dans le registre public sur le crédit.

Le Vietnam a aussi renforcé la protection des investisseurs, grâce à une nouvelle loi sur les entreprises et

une loi sur les valeurs mobilières. Un décret portant sur les transactions sécurisées permet aux entreprises d’utiliser un éventail plus large de biens affectés en garantie, facilitant ainsi l’accès au crédit. Le Nigeria a mis en place des procédures électroniques au registre du commerce et a accéléré le temps de création d’une entreprise de 9 jours. Aussi, des réformes ont réduit le temps nécessaire pour obtenir des permis de construire de 90 à 30 jours. La Turquie a réduit l’impôt sur les sociétés de 30% à 20% et a mis en place des procédures électroniques pour les douanes, réduisant ainsi les délais à l’export de 6 jours et les délais à l’import de 10 jours.

Les investisseurs prennent note. Ils recherchent un potentiel de hausse, et ils le trouvent dans les économies qui réforment, quelle que soit leur situation de départ. Le rendement du capital investi est en effet plus élevé dans les pays qui réforment le plus (figure 1.4). Etant donné que les marchés émergents améliorent activement leur réglementation des affaires, il y a difficilement eu un meilleur moment pour investir.

Réformes en Afrique—inégales

Certains pays africains ont réformé, avec en tête le Ghana et le Kenya, qui font tous deux partie des dix premiers pays réformateurs. En Afrique australe, plusieurs pays ont réformé, en tête desquels le Madagascar, l’Île Maurice et le Mozambique (figure 1.5). L’Île Maurice occupe maintenant la 27^{ème} place en matière de facilité de faire des affaires, le rang le plus élevé parmi les pays africains. En Afrique de l’ouest et en Afrique centrale cependant, peu de réformes ont été faites en dehors du Burkina Faso et du Ghana.

FIGURE 1.4

Les actionnaires bénéficient des réformes

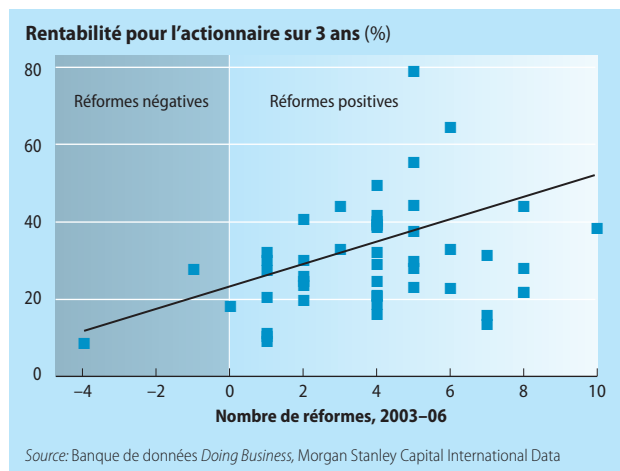


FIGURE 1.5

Qui a le plus réformé en Afrique en 2006/07?

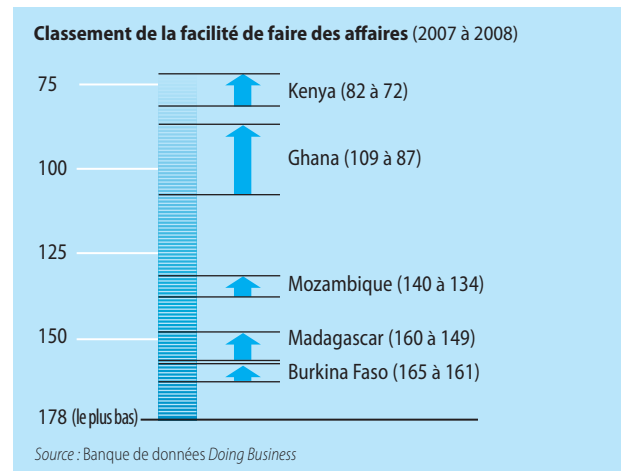
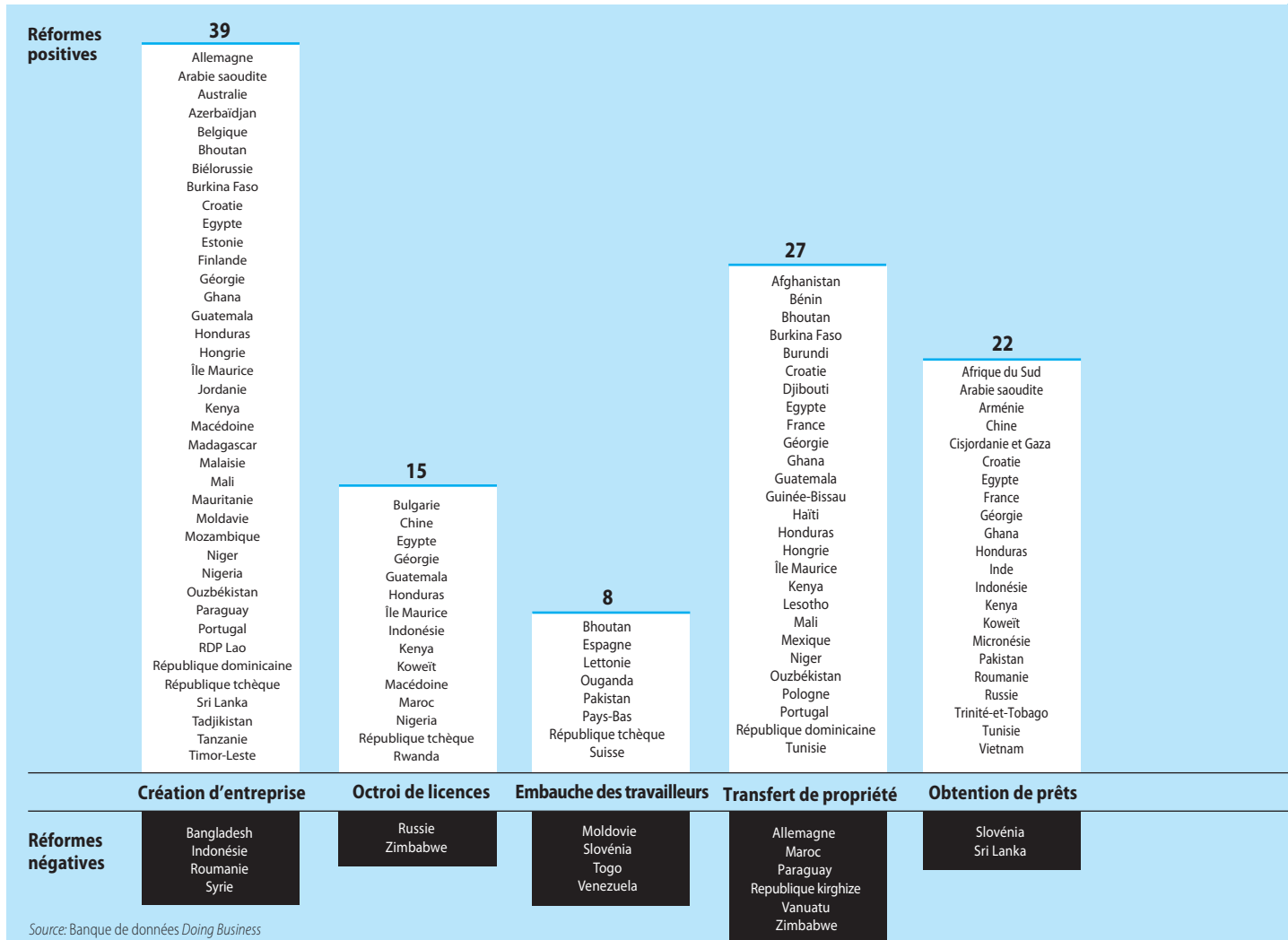


FIGURE 1.6

200 réformes facilitent la pratique des affaires – 27 la compliquent



Source: Banque de données Doing Business

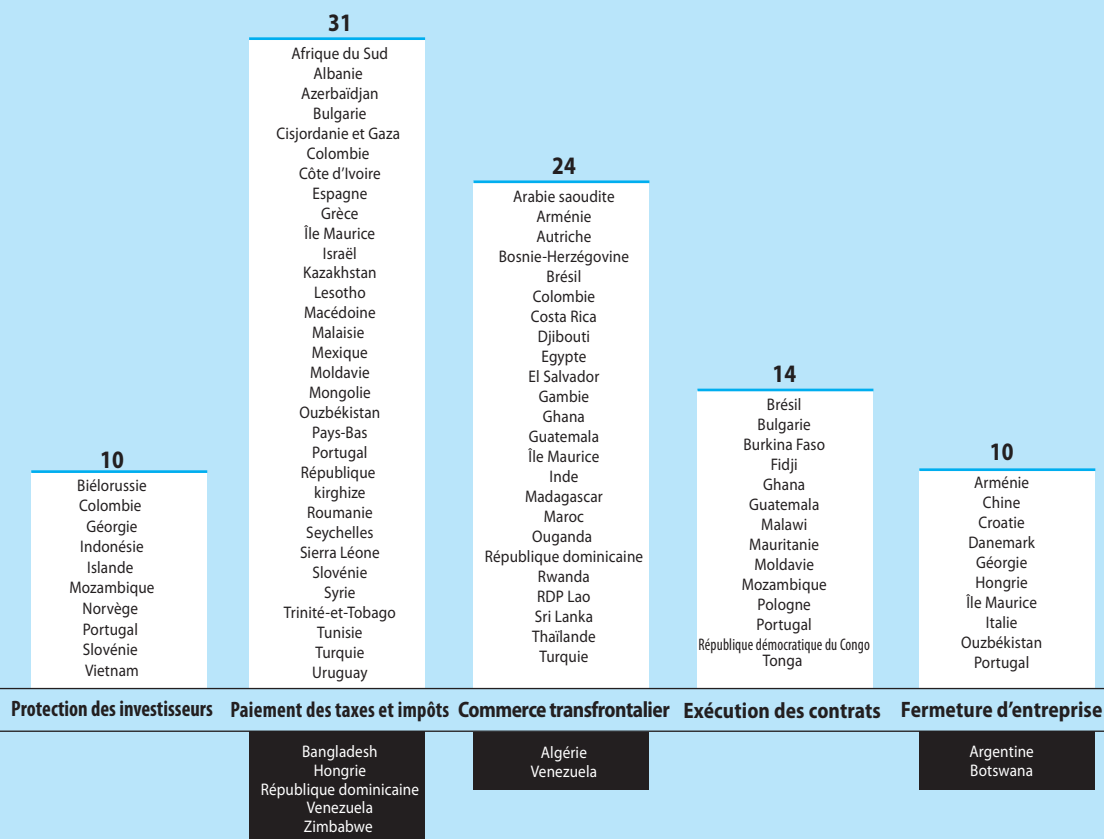
Faciliter la création d'entreprise—la réforme la plus populaire

Les réformes ayant pour but de faciliter la création de nouvelles entreprises ont été les plus populaires en 2006/07 (figure 1.6). Dans trente-neuf pays, la création d'entreprise est désormais plus simple, plus rapide et moins onéreuse. Le deuxième type de réformes les plus populaires concerne celles visant à diminuer les taxes et à simplifier leur gestion. Certaines réformes sont plus difficiles, nécessitant une nouvelle loi et les concessions politiques qui vont avec. Seuls 10 pays ont révisé leurs lois sur les faillites. Et le moins de réformes positives ont été réalisées dans le domaine de l'embauche des travailleurs. Huit pays ont accru la flexibilité de la législation du travail ; quatre l'ont rendue plus rigide.

Les 3 réformes les plus audacieuses, entraînant les plus grandes améliorations des indicateurs de Doing Business :

- La facilitation de la création d'entreprise en Arabie saoudite
- Le renforcement de la protection des investisseurs en Géorgie
- L'ouverture d'un nouveau registre sur le crédit en Russie

L'Arabie saoudite a éliminé beaucoup de formalités administratives qui en faisaient auparavant un des pays les plus contraignants pour créer une entreprise. Les réformes ont permis de supprimer 6 procédures pour former une nouvelle société - en accélérant les opérations au ministère du Commerce, en fusionnant les obligations de publication et en permettant de s'inscrire en ligne à la sécurité sociale. Le délai de création d'une entreprise est descendu de 39 à 15 jours.



Le plus spectaculaire fut la suppression par l'Arabie saoudite du capital minimum obligatoire à verser. Les entrepreneurs saoudiens devaient auparavant mettre en réserve un montant de 124 464 \$, le cinquième montant le plus élevé au monde en termes de capital minimum obligatoire à verser. Ce n'est plus le cas. Les nouveaux dirigeants d'entreprises peuvent désormais utiliser ce capital pour travailler immédiatement, i.e. embaucher du personnel, louer des bureaux et commercialiser de nouveaux produits.

La Géorgie a rendu les investissements plus sûrs. Les amendements à sa loi sur les valeurs mobilières suppriment les lacunes de la législation qui permettaient aux personnes bien placées dans la société d'exproprier les investisseurs minoritaires. Les réformateurs ont accru les obligations de déclaration d'information concernant les conflits d'intérêt des administrateurs, détaillé de façon précise les devoirs des administrateurs envers la société, et

augmenté les sanctions en cas d'abus de biens sociaux.

Le premier registre sur le crédit de Russie a ouvert ses portes en 2006 et en juillet 2007 avait étendu sa couverture à plus de 6 millions de personnes. Auparavant, les banques ne disposaient d'aucune base de données centralisée à consulter pour évaluer la capacité de remboursement d'un client. Maintenant, elles peuvent se tourner vers le nouveau registre pour obtenir des données à la fois sur les sociétés et les individus et pour des informations aussi bien positives que négatives (comme par exemple sur l'historique de paiements et le nombre et la fréquence des paiements en retard).

Certains pays ont fait marche arrière. Le Venezuela affiche le plus grand nombre de réformes négatives. Y faire des affaires était déjà difficile. En 2006-07, ça l'est devenu encore plus. Les exportateurs doivent désormais présenter une autorisation différente pour chaque transaction. Pour obtenir cette autorisation, ils doivent

TABLEAU 1.2

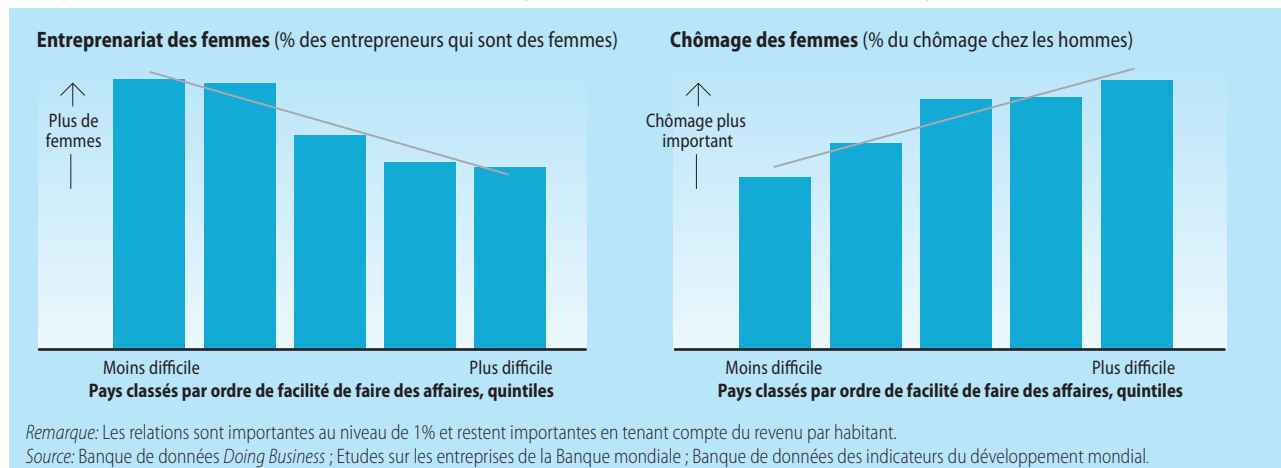
Classement des pays sur la « Facilité de faire des affaires »

2008 rang	Economie	2008 rang	Economie	2008 rang	Economie
1	Singapour	61	Samoa	121	Honduras
2	Nouvelle-Zélande	62	Vanuatu	122	Brésil
3	Etats-Unis	63	Jamaïque	123	Indonésie
4	Hong Kong, Chine	64	Saint-Kitts-et-Nevis	124	Lesotho
5	Danemark	65	Panama	125	Algérie
6	Royaume-Uni	66	Colombie	126	Egypte
7	Canada	67	Trinité-et-Tobago	127	Malawi
8	Irlande	68	Emirats arabes unis	128	Equateur
9	Australie	69	El Salvador	129	Maroc
10	Islande	70	Grenade	130	Tanzanie
11	Norvège	71	Kazakhstan	131	Gambie
12	Japon	72	Kenya	132	Cap-Vert
13	Finlande	73	Kiribati	133	Philippines
14	Suède	74	Pologne	134	Mozambique
15	Thaïlande	75	Macédoine	135	Iran
16	Suisse	76	Pakistan	136	Albanie
17	Estonie	77	Dominique	137	Syrie
18	Géorgie	78	Brunei	138	Ouzbékistan
19	Belgique	79	Îles Salomon	139	Ukraine
20	Allemagne	80	Jordanie	140	Bolivie
21	Pays-Bas	81	Monténégro	141	Irak
22	Lettonie	82	Palau	142	Surinam
23	Arabie saoudite	83	Chine	143	Soudan
24	Malaisie	84	Papouasie-nouvelle-Guinée	144	Gabon
25	Autriche	85	Liban	145	Cambodge
26	Lituanie	86	Serbie	146	Djibouti
27	Île Maurice	87	Ghana	147	Comores
28	Porto Rico	88	Tunisie	148	Haïti
29	Israël	89	Îles Marshall	149	Madagascar
30	Corée	90	Seychelles	150	Rwanda
31	France	91	Vietnam	151	Bénin
32	Slovaquie	92	Moldavie	152	Zimbabwe
33	Chili	93	Nicaragua	153	Tadjikistan
34	Sainte Lucie	94	République kirghize	154	Cameroun
35	Afrique du Sud	95	Swaziland	155	Côte d'Ivoire
36	Fidji	96	Azerbaïdjan	156	Togo
37	Portugal	97	Croatie	157	Mauritanie
38	Espagne	98	Uruguay	158	Mali
39	Arménie	99	République dominicaine	159	Afghanistan
40	Koweït	100	Grèce	160	Sierra Leone
41	Antigua-et-Barbuda	101	Sri Lanka	161	Burkina Faso
42	Luxembourg	102	Ethiopie	162	Sénégal
43	Namibie	103	Paraguay	163	Sao-Tomé-et-Principe
44	Mexique	104	Guyane	164	RDP Lao
45	Hongrie	105	Bosnie-Herzégovine	165	Guinée équatoriale
46	Bulgarie	106	Russie	166	Guinée
47	Tonga	107	Bangladesh	167	Angola
48	Roumanie	108	Nigeria	168	Timor-Leste
49	Oman	109	Argentine	169	Niger
50	Taiwan, Chine	110	Biélorussie	170	Liberia
51	Botswana	111	Népal	171	Erythrée
52	Mongolie	112	Micronésie	172	Venezuela
53	Italie	113	Yémen	173	Tchad
54	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	114	Guatemala	174	Burundi
55	Slovénie	115	Costa Rica	175	République du Congo
56	République tchèque	116	Zambie	176	Guinée-Bissau
57	Turquie	117	Cisjordanie et Gaza	177	République centrafricaine
58	Pérou	118	Ouganda	178	République démocratique du Congo
59	Belize	119	Bhoutan		
60	Maldives	120	Inde		

Remarque: Le classement de l'ensemble des pays résulte d'une comparaison en date de juin 2007 et est reproduit dans les Tableaux par pays. Le classement sur la « Facilité de faire des affaires » est la moyenne des classements des pays dans les 10 catégories couvertes par *Doing Business 2008*. Pour des informations plus détaillées, voir « Facilité de faire des affaires ».

Source: Base de données *Doing Business*.

FIGURE 1.7

Plus grande facilité de faire des affaires, davantage de femmes entrepreneurs et employées

justifier de leur identité ou de leur solvabilité, avec des documents qui doivent eux-mêmes être renouvelés fréquemment. Le délai à l'export s'est étendu à 45 jours, à peine plus rapide qu'au Burundi, un pays enclavé. Mais les employés de bureau lents n'ont pas à s'inquiéter de perdre leur emploi : le Venezuela a également étendu son interdiction de renvoyer des employés à toute personne gagnant moins de trois fois le salaire minimum.

Singapour—une fois de plus numéro 1

Pour la deuxième année consécutive, Singapour est en tête du classement en matière de facilité de faire des affaires (tableau 1.2). La Nouvelle-Zélande, les États-Unis et Hong Kong (Chine) suivent de près. Le Danemark vient après, prouvant qu'un pays peut être accueillant pour les affaires et offrir de fortes protections sociales.

La Géorgie et l'Arabie saoudite sont entrées dans le groupe des 25 premiers pays. De nombreux pays dont les réglementations des affaires sont les plus favorables continuent de réformer, comme c'est le cas de l'Australie, du Danemark, des Pays-Bas, de la Norvège et de la Suisse. Certains se sont arrêtés de réformer, et descendent dans le classement. Le message est le suivant : si vous ne réformez pas, un autre pays vous devancera.

Les classements dans la facilité de faire des affaires ne rendent pas pleinement compte de tous les facteurs. La portée de l'indicateur est limitée : il ne couvre que la réglementation des affaires. Il ne tient pas compte de la proximité d'un pays de grands marchés, de la qualité de ses infrastructures (autres que celles liées au commerce transfrontalier), de la sécurité des biens par rapport au vol et au pillage, de la transparence dans les achats gouvernementaux, de la situation macro-économique ou de la solidité sous-jacente des institutions.

Pourtant, un classement élevé en matière de facilité de faire des affaires signifie que le gouvernement a créé un environnement réglementaire propice à la gestion d'entreprises.

Perspectives pour les femmes

Les réformes peuvent offrir de grands bénéfices. De meilleurs classements en termes de facilité de faire des affaires sont associés à davantage de croissance, plus d'emplois et une part moins importante de l'économie dans le secteur informel.² Prenons le Mexique, où les réformes ont raccourci les délais de création d'entreprise de 58 à 27 jours. Une étude récente a mis au jour les avantages suivants : le nombre de sociétés immatriculées a augmenté de près de 6%, l'emploi a augmenté de 2,6% et les prix ont chuté de 1% grâce à la concurrence due aux nouvelles entreprises sur le marché.³

TABLEAU 1.3

Meilleurs réformateurs en 2006/07 par type d'indicateur

Création d'entreprise	Arabie saoudite
Octroi de licences	Géorgie
Embauche des travailleurs	République tchèque
Transfert de propriété	Ghana
Obtention de prêts	Croatie
Protection des investisseurs	Géorgie
Paiement des taxes et impôts	Bulgarie
Commerce transfrontalier	Inde
Exécution des contrats	Tonga
Fermeture d'entreprise	Chine

Source: Base de données *Doing Business*

Les avantages sont particulièrement importants pour les femmes. Les pays les mieux classés en matière de facilité de faire des affaires ont une plus grande proportion de femmes parmi les entrepreneurs et les employés (figure 1.7). Prenons l'exemple de l'Ouganda. Une réglementation complexe de la création d'entreprise engendrait davantage de contacts entre les entrepreneurs et les fonctionnaires - favorisant ainsi les pots-de-vin. Les femmes étaient considérées comme des cibles faciles: 43% des femmes entrepreneurs ont fait état de harcèlement de la part des fonctionnaires, contre 25% pour l'ensemble des entrepreneurs. Lorsque les réformateurs ont simplifié le processus de création des entreprises, les immatriculations de sociétés sont montées en flèche. L'augmentation du nombre de propriétaires d'entreprise (étant propriétaires pour la première fois) était supérieure de 33% pour les femmes par rapport aux hommes.

Dans certains pays, le caractère explicitement discriminatoire de certaines lois exacerbe les effets de réglementations complexes. Dans les Emirats arabes unis et au Yémen, il est interdit aux femmes de travailler la nuit. C'est désormais également le cas des femmes au Koweït, grâce à une nouvelle loi passée en juin 2007. Au Zimbabwe, les femmes mariées doivent obtenir la permission de leur mari avant de transférer des biens fonciers. En République démocratique du Congo, elles doivent avoir le consentement de leur mari pour créer une entreprise. Les femmes ne dirigent que 18% des petites entreprises dans ce pays. Dans le pays voisin, au Rwanda, qui ne dispose pas d'une telle réglementation, les femmes dirigent plus de 41% des petites entreprises.⁴

L'idée qui se cache derrière certaines de ces réglementations pourrait être de protéger les femmes. Mais elles ont un effet boomerang, enlevant du travail aux travailleurs motivés et des opportunités d'affaires aux entrepreneurs. Les femmes se retrouvent dans l'économie parallèle : elles ont trois fois plus de chances que les hommes d'être employées de manière informelle dans la plupart des pays en voie de développement. En occupant ces emplois, elles ne perçoivent aucune prestation sociale. Et si leur employeur leur inflige de mauvais traitements, elles n'ont que des recours légaux limités.

Certains pays prennent des mesures. Le Lesotho a passé une loi en novembre 2006 autorisant les femmes mariées à détenir et transférer des biens et à passer des actes juridiques sans la signature de leur mari. Avant cette réforme, les femmes étaient considérées comme mineures aux yeux de la loi.

Ce qui se mesure se fait

La publication de données comparatives sur la facilité de faire des affaires incite les gouvernements à réformer. Depuis son lancement en octobre 2003, le projet Doing Business a inspiré ou servi de base à 113 réformes dans le monde. En 2006, la Géorgie tentait de se classer parmi les 25 premiers de la liste et utilisait les indicateurs de Doing Business comme point de référence quant aux progrès réalisés. Elle se classe maintenant 18^{ème} en termes de facilité de faire des affaires, et le gouvernement a fixé un objectif encore plus ambitieux. L'Arabie saoudite et l'Île Maurice visent les dix premières places. Toutes deux ont réalisé des progrès considérables : l'Arabie saoudite se classe maintenant 23^{ème}, et l'Île Maurice 27^{ème}.

Le Mozambique réforme plusieurs aspects de son environnement d'affaires, avec comme objectif d'atteindre le haut du classement pour l'Afrique australe en matière de facilité de faire des affaires. Résultat : il a gagné 6 places dans le classement.

Les comparaisons entre des villes d'un même pays sont des éléments moteurs encore plus forts pour produire des réformes. Le temps nécessaire pour obtenir une licence d'exploitation en Inde va de 159 jours à Bhubaneswar à 522 jours à Ranchi. Le délai de transfert de propriété va de 35 jours à Hyderabad à 155 jours à Calcutta. Une ville indienne hypothétique, enregistrant les meilleurs performances du pays pour chacun des indicateurs de Doing Business, se classerait 55 places plus haut que Mumbai en matière de facilité de faire des affaires. Le gouvernement indien passe à l'action. Cette année, l'Inde est le premier réformateur en matière de commerce transfrontalier (tableau 1.3).

Les réformes vont au-delà des solutions qui améliorent le classement Doing Business. Lorsque les Philippines ont émis un décret pour baisser les frais administratifs, celui-ci s'appliquait à tous types de licences et permis, non seulement à ceux mesurés dans Doing Business. Au Malawi et au Rwanda, les réformateurs utilisent les indicateurs pour encourager à procéder à des simplifications au sein de tous les organismes publics. Le Kenya réforme tous les permis d'exploitation.

Afin d'aider les réformateurs, le projet Doing Business a publié cette année un ouvrage contenant 11 études de cas de réformes fructueuses.⁵ Celles-ci portent sur l'ensemble du monde, du Salvador à la Serbie, et d'Égypte au Nigeria, et montrent ce qu'il faut pour réussir. En collaboration avec l'Agence des États-Unis

pour le Développement international, Doing Business a également créé un prix récompensant les meilleurs réformateurs. Le premier a été remis à Zurab Nogaideli, le Premier Ministre géorgien.⁶ Depuis, plusieurs gouvernements réformateurs, tels que ceux d'Azerbaïdjan, du Guatemala et du Mozambique, ont étudié l'expérience de la Géorgie en matière de réformes afin de se faire une idée de comment réformer.

Notes

1. Banque mondiale (2006b, p.5).
2. Djankov, McLiesh et Ramalho (2006) et Banque mondiale (2005a).
3. Bruhn (2007).
4. Les pourcentages d'entreprises dirigées par des femmes proviennent des enquêtes de 2006 de la Banque mondiale sur les entreprises, disponibles sur <http://www.enterprisesurveys.org>
5. Banque mondiale (2007a).
6. Pour plus d'informations sur les pays reconnus comme les premiers réformateurs, consultez <http://www.reformersclub.org>.